



1) Même Pôle emploi s'y met, dont des agents se joignent eux aussi au mouvement.
 2) Drapeaux déployés pour dire non aux évolutions économiques et sociales de la société.
 3) Quel avenir pour les enfants? Eux aussi étaient là!
 4) Le défile route de Mirepoix, auquel ont pris part les manifestants venus de tout le département. /Photos DDM Hélène Dague.

Pamiers

Ils ne veulent pas d'une Ariège « terre chômage »

l'essentiel Pamiers était hier matin le siège de la manifestation départementale à l'appel d'un collectif syndical qui a proclamé « l'état d'urgence sociale en Ariège ». Entre 400 et 500 manifestants ont témoigné de leur volonté de « vivre et travailler en Ariège ».

Incroyable ! Pour une fois, les manifestants avaient déserté le centre-ville de Pamiers : décidément, ce pauvre centre ne fait plus recette ! C'est au rond-point de la zone commerciale de la Bouriette, que 400 à 500 personnes se sont retrouvées hier à l'appel de l'intersyndicale (CGT-FSU-Solidaires, etc) pour manifester en situation « d'urgence sociale ». L'actualité récente dans le dé-

partement porte témoignage des craintes exprimées par les syndicats autour des licenciements annoncés (Johnson Controls, La Moulasse) ou des menaces qui pèsent sur les structures administratives appelées à évoluer, notamment dans le cadre de la mise en place de la Loi NOTRe. Crainte aussi sur le maintien des structures de santé.

«Il faut convaincre»

Derrière Didier Mezin, secrétaire générale de l'union départementale CGT, une vingtaine d'orateurs avaient pris place sur la butte qui marque le rond-point à l'intersection, érigée en haut lieu de la lutte « anti-casse » et bastion de la résistance, un peu à l'image de la butte Montmartre refusant de rendre les canons, où du Pog de Montségur. Sous un

soleil retrouvé, on sentait bien que les organisateurs auraient souhaité une mobilisation plus forte pour cette journée d'action départementale, mais ils y voyaient le point de départ d'un mouvement appelé à croître. « Il nous faut convaincre, montrer qu'il y a d'autres choix que ceux qui sont proposés aujourd'hui, le fatalisme et l'injustice sociale ne sont pas la seule solution dans un pays comme le nôtre qui est la 5e puissance économique mondiale ! Nous, Ariégeois, nous condamnons la logique du profit, et nous condamnons en Ariège les licenciements boursiers et douteux ! » s'écriait Didier Mezin. Avant lui, plusieurs orateurs s'étaient succédé sur cette tribune engazonnée, un « plateau » voulu par les organisateurs car chacun des intervenants représentait un secteur

d'activité, public ou privé. D'où d'ailleurs un glissement au niveau de l'horaire, car emportés par leur détermination, la plupart ont fait plus long que prévu. Au final, des témoignages riches sur la vie des entreprises ou des administrations, et sur les préoccupations des salariés, ou même des parents d'enfants placés dans les centres d'accueil pour handicapés. Et surtout un réquisitoire contre la politique gouvernementale avec en point d'orgue ce cri de l'un des orateurs : « Mais que fait notre Président ? » C'est derrière les banderoles comme « Ariège terre chômage » et en reprenant des slogans répétés avant la manif que les manifestants ont ensuite défilé en cortège, vers le rond-point du pavillon, où devait avoir lieu la dispersion.

J.-Ph. Gros.